

**Convention d'échange de données sociales
entre le Conseil départemental du Finistère
et la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas**

Parties signataires :

Le Département du Finistère, représenté par la Présidente du Conseil départemental, Nathalie SARRABEZOLLES, ci-après désigné « le Conseil départemental », d'une part,

Et

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, représentée par le Président, Patrick LECLERC, ci-après désigné « la Communauté de communes », d'autre part,

Article 1 : Objet de la convention

Considérant l'obligation de mise en œuvre par les Centres communaux d'action sociale (CCAS) d'une Analyse des Besoins Sociaux (ABS), selon l'obligation du Code de l'Action Sociale et des Familles (article R123-1 de la partie réglementaire du CASF anciennement décret n°95-562 du 6 mai 1995),

Considérant le besoin croissant d'informations économiques et sociales localisées à un niveau fin de la part de l'ensemble des partenaires concernés par les politiques sociales, urbaines et de développement local,

Le Conseil départemental et la Communauté de communes (au nom des CCAS) conviennent d'établir des liens de partenariat et d'échanges de données en vue de contribuer à l'ABS sur le territoire de la Communauté de communes.

De même, les parties signataires s'engagent sur la production de l'analyse des données partagées avec les autres acteurs de l'action sociale locale qui seront fournisseurs d'informations dans le cadre de l'ABS.

L'ABS doit produire une analyse partagée au niveau du territoire.

Article 2 : Type des données transmises

La liste des données échangées fait l'objet d'un accord particulier sous la forme d'une annexe à la présente convention. Elle peut éventuellement être revue à la demande de l'un ou l'autre des partenaires signataires.

Article 3 : Niveau géographique de l'observation

L'observation sociale est réalisée à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes.

Article 4 : Modalités de transmission des données

Les données seront fournies à la Communauté de communes, maître d'ouvrage de l'ABS, sous la forme d'un fichier d'export dans un format intégrable sous Excel.

Article 5 : Modalités de traitement des informations recueillies

La Communauté de communes s'engage à proposer au Conseil départemental une restitution des travaux réalisés, lors de séances de présentation annuelles ou de rencontres ad hoc.

La Communauté de communes transmettra une version papier ou numérique des rapports d'ABS ou des études spécifiques, alimentés notamment par les données du Conseil départemental.

Article 6 : Propriété de la donnée

Le Conseil départemental demeure propriétaire des données qu'il partage dans le cadre des démarches d'ABS.

Les informations provenant du Conseil départemental seront diffusées avec la mention : « *Source Conseil départemental du Finistère* ».

La Communauté de communes s'engage à ne pas céder, sous une forme ou une autre, tout ou partie des informations transmises par le Conseil départemental, sauf accord préalable de celui-ci.

La mise à disposition par la Communauté de communes à son prestataire, en charge de la réalisation de l'ABS, devra faire l'objet de la signature d'un acte d'engagement dans lequel ce dernier s'engagera à n'exploiter ces données, sous toute forme et sous tout support, que pour autant que cette exploitation est strictement liée et s'exerce pour les seuls besoins des prestations qui lui ont été confiées par le commanditaire, et s'interdit tout autre utilisation.

Article 7 : Règles du secret statistique

Le transfert d'informations statistiques s'opère dans le cadre de la réglementation concernant le respect du secret statistique et la Loi Informatique et Liberté.

Les informations échangées entre le Conseil départemental et la Communauté de communes ne permettront pas, sous quelque forme que ce soit, l'identification directe ou indirecte des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent. Le Conseil départemental et la Communauté de communes s'obligent au secret professionnel en ce qui concerne tout renseignement de nature confidentielle dont ils pourraient avoir connaissance, soit directement, soit de manière incidente à l'occasion des travaux menés dans le cadre de l'ABS.

Conformément aux règles de secret statistique, la Communauté de communes et le Conseil départemental s'engagent à ne diffuser aucune donnée portant sur une zone géographique comptant moins de 100 habitants et à ne diffuser aucune donnée dont la valeur serait inférieure à 5.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra être modifiée, en cours d'exécution, par avenant signé par les parties concernées.

En cas de manquement au respect des dispositions de cette convention, celle-ci pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Fait à Quimper, le 4 mai 2021

Pour le Conseil départemental

Pour La Communauté de Communes
du Pays de Landerneau-Daoulas

**Pour la Présidente et par délégation,
La Vice-présidente
Présidente de la Commission Territoires et
Environnement**

Le Président



Armelle HURUGUEN

Patrick LECLERC

Annexe : Liste des données souhaitées pour la réalisation de l'ABS

Temporalité : données à la date la plus récente + les 3 années précédentes.

Niveau géographique : données au niveau de la Communauté de communes et, lorsque cela est possible, au niveau communal.

1 - Les personnes âgées

APA domicile

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe
 - âge
 - commune de résidence
 - niveau GIR

APA établissement*

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe*
 - âge*
 - niveau GIR*
 - commune de domiciliation*
 - commune de l'établissement (si possible avec le code Insee de la commune)*

Aide Sociale à l'Hébergement*

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe*
 - âge*
 - commune de l'établissement (si possible avec le code Insee de la commune)*

Aides à domicile*

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe*
 - âge*
 - commune de résidence*

2 - Les personnes handicapées*

AAH, AEEH, ACTP, PCH, ...*

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe*
 - âge*
 - commune de résidence *

Aide Sociale à l'Hébergement

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec :
 - sexe
 - âge
 - commune de domiciliation
 - commune de l'établissement (si possible avec le code Insee de la commune)

Aides à domicile

- Nombre de bénéficiaires au 31/12 avec
 - sexe
 - âge
 - commune de résidence

3 – Enfance

Aide sociale à l'enfance

- ASE
 - nombre d'enfants placés par types de structures
 - nombre de places par structures
 - nombre d'enfants en action éducative

4- Le RSA

Les bénéficiaires et les personnes couvertes

- Nombre de bénéficiaires * au 31/12, toute orientation confondue, avec
 - âge
 - commune
 - situation familiale (personne isolée ou couple)
 - nombre de personnes couvertes

*Merci de préciser si un bénéficiaire = 1 adulte ou = 1 ménage

- Nombre de contrats en cours au 31/12 avec :
 - type de contrat

5- La PMI*

Les assistantes maternelles permanentes et non permanentes

- Nombre de assistantes maternelles au 31/12 avec :
 - âge
 - commune
 - nombre d'assistantes maternelles en activité
 - enfants gardés en juin de moins de 3 ans*
 - enfants gardés en juin de plus de 3 ans*
 - enfants gardés en décembre de moins de 3 ans*
 - enfants gardés en décembre de plus de 3 ans*

6 - Les crèches

- Crèches départementales
 - nombre
 - nombre de places
 - commune
- Crèches municipales
 - nombre
 - nombre de places
- Crèches privées ou parentales
 - nombre
 - nombre de places
 - commune

7 - Les Centres Départementaux d'Action Sociale

- Nombre de personnes reçues dans les CDAS
 - commune

7 - Solidarité et Renouvellement Urbains*

- Nombre de logements locatifs sociaux
 - Commune*
 - taux de logements locatifs sociaux*

8 - Les aides financières

- Nombre de demandes de l'aide **Energie** tous opérateurs (EDF, GDF)
 - nombre de demandes par opérateur
 - nombre de refus par opérateur
 - nombre d'accords par opérateur
 - nombre d'aides par classe du montant
 - nombre de ménages demandeurs par opérateur
 - nombre de ménages demande accordée par opérateur
 - nombre de ménages demande refusée par opérateur

* sous réserve de disponibilité des données – à préciser par le Conseil départemental